

Beaulieu Tufting S.P.R.L. Rijksweg 442 8781 Wielsbeke	460 800
De Witte Lietaer S.A. Koningin Astridlaan 48 8520 Lauwe	442 400
Capelle Gebr. S.A. Kortrijksesteenweg 115 8600 Menin	221-600
St. Antoine S.A. Hugo Verriestlaan 48 8500 Courtrai	221 600
Vetex S.A. Veldstraat 71 8500 Courtrai	432 800
Steverynck Gebr. S.A. Oudenaardsesteenweg 84 8560 Vichte	571 200
Uneklo S.A. Nijverheidsstraat 7 9900 Eeklo	510 000

§ 2. Les parts visées au § 1^{er} sont remboursées par la « Vlaamse Milieumaatschappij » aux associés respectifs avant le 31 décembre 1992.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1992.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Vice-ministre-président du Gouvernement flamand,

N. DE BATSELIER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 465

[S-C. — 27078]

28 JANVIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif autorisant la destruction du pigeon ramier dans certaines cultures de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment les articles 6^{ter} et 7^{ter};

Vu la Convention internationale pour la protection des oiseaux, signée à Paris le 18 octobre 1950, notamment l'article 6;

Vu la Directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, notamment l'article 9, 1, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 1983 portant assurance obligatoire de la responsabilité civile en vue de l'obtention d'un permis de port d'armes de chasse ou d'une licence de chasse, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 octobre 1985 attribuant aux ingénieurs principaux, chefs de service du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche certains pouvoirs conférés à l'Exécutif par la loi du 28 février 1882 sur la chasse et par les arrêtés pris en exécution de cette loi, notamment l'article 1^{er};

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'éviter ou de limiter au plus tôt les dommages importants causés par les pigeons ramiers à certaines cultures;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

— occupant : l'agriculteur ou l'exploitant de la terre et, dans le cas d'une société, les organes de celle-ci;

— ayant droit : la ou les personnes ayant le droit de procéder à la destruction. Prioritairement, il s'agit du titulaire du droit de chasse, puis de l'occupant. La priorité s'abandonne par simple document écrit et signé, comportant au minimum : les noms, prénoms et adresses complètes des intéressés, ainsi que la localisation précise des terrains en cause. La personne bénéficiant d'un désistement doit être porteuse de ce document lors de la destruction et l'exhiber à toute réquisition des agents repris à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 2. Dans les provinces de Hainaut et de Namur, ainsi que dans les arrondissements administratifs de Nivelles, de Huy, de Liège et de Waremme, l'ayant droit est autorisé à tuer, à l'aide d'armes à feu, le pigeon ramier, respectivement jusqu'au 30 juin 1993 inclus dans les cultures de lin et jusqu'au 31 août 1993 inclus dans les cultures de féveroles, de pois et de chicorées à café (*cicorium intybus L.*).

Dans tout le territoire de la Région wallonne, la même autorisation est accordée du 15 août 1993 au 30 avril 1994 dans les cultures de colza et du 1er avril 1993 au 15 novembre 1993 dans les cultures de tournesol.

Art. 3. Au cas où le titulaire du droit de chasse use de son droit de destruction d'une manière jugée insuffisante et refuse de se désister, l'occupant pourra s'adresser à l'ingénieur principal-chef de service du ressort, pour y être autorisé conformément aux dispositions de l'article 1er, 2^o, de l'arrêté du 2 octobre 1985 attribuant aux ingénieurs principaux-chef de service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, certains pouvoirs conférés à l'Exécutif par la loi du 28 février 1882 sur la chasse et par les arrêtés pris en exécution de cette loi.

Art. 4. L'ayant droit peut, sous sa propre responsabilité, charger de la destruction une seule personne par cinq hectares ou fraction de cinq hectares.

Cette délégation doit se faire par écrit et une copie doit en être immédiatement adressée au commandant de la brigade locale de gendarmerie et à l'ingénieur des Eaux et Forêts du ressort.

La personne déléguée doit avoir vingt et un ans accomplis à la date de la rédaction du mandat écrit et ne peut avoir encouru aucune condamnation pour maraudage, délit de chasse, attentat contre les personnes ou les propriétés. Elle doit être en mesure de procéder à tout moment à la destruction efficace du pigeon ramier.

Art. 5. Pour cette destruction, seuls les fusils à canon lisse et des cartouches à plomb peuvent être utilisés, à l'exclusion de toute arme semi-automatique ou automatique dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches.

Le permis de port d'armes de chasse n'est pas nécessaire sauf dans le cas d'une personne déléguée par le titulaire du droit de chasse. Toutefois, la détention d'un certificat d'assurance visé à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 juillet 1963 portant assurance obligatoire de la responsabilité civile en vue de l'obtention d'un permis de port d'armes de chasse ou d'une licence de chasse est obligatoire.

Toute personne qui procède à la destruction doit être porteuse de ce certificat et l'exhiber à toute réquisition des agents repris à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 6. Conformément aux dispositions de l'article 6 de la Convention de Paris du 18 octobre 1950 pour la protection des oiseaux, les pigeons ramiers tirés dans le cadre des dispositions du présent arrêté ne peuvent être ni achetés, ni vendus, ni transportés en dehors de la région où ils ont été tués.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 janvier 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 465

[S-C — 27078]

28. JANUAR 1993. — Erlaß der Exekutive zwecks Genehmigung der Vernichtung der Ringeltaube auf gewissen angebauten Ländereien der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwezen, insbesondere der Artikel 6^{ter} und 7^{ter};
Aufgrund der in Paris am 18. Oktober 1950 unterzeichneten internationalen Vereinbarung über den Vogelschutz, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund der Richtlinie 70/409/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vögel, insbesondere des Artikels 9 1 a;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 1963 zur Einführung der Haftpflichtversicherung als Bedingung für den Erhalt eines Jagdwaffenscheins oder einer Jagdlizenz, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Oktober 1985, der den dienstleitenden Hauptingenieuren des Forst-, Jagd- und Fischereidienstes gewisse Befugnisse zuteilt, die der Exekutive durch das Jagdgesetz vom 28. Februar 1882 und durch die in Durchführung dieses Gesetzes herausgegebenen Erlasse erteilt worden sind, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die großen Schäden, die die Ringeltauben gewissen angebauten Ländereien verursachen baldmöglichst verhindert bzw. eingedämmt werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Zwecks Anwendung des vorliegenden Erlasses bedeutet :

— Benutzer : den Landwirt oder den Bewirtschafter der Anbaufläche, und bei einer Gesellschaft, die persönlich haftende(n) Person(en);

— Berechtigter : die Person bzw. die Personen, die die Vernichtung vornehmen dürfen. Es handelt sich vorrangig um den Jagdberechtigten, dann um den Benutzer. Der Vorrang wird mit formlosen geschriebenen und unterzeichnetem Dokument aufgegeben, in dem wenigstens die vollständigen Namen, Vornamen und Adressen der Betroffenen sowie die genaue Lokalisierung der betroffenen Grundstücke aufgeführt werden. Die Person, zugunsten derer Verzicht geleistet wurde, muß bei der Vernichtung im Besitze dieses Dokuments sein und es auf jedes Verlangen der in Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen erwähnten Bediensteten vorzeigen.

Art. 2. In den Provinzen Hennegau und Namur, sowie in den Verwaltungsbezirken Nivelles, Huy, Lüttich und Waremmes ist es dem Berechtigten gestattet, bis einschließlich 30. Juni 1993 auf den Flachfeldern und bis einschließlich 31. August 1993 auf den Feldbohlen-, Erbsen- und Kaffenzichoriefeldern (*Cichorium intybus L.*) Ringeltauben zu erschießen.

In dem ganzen Gebiet der Wallonischen Region ist es ihnen vom 15. August 1993 zum 30. April 1994 auch auf Rapsfeldern und vom 1. April 1993 zum 15. November 1993 auf Sonnenblumenfeldern gestattet.

Art. 3. Macht der Jagdberechtigte einen als unzureichend erachteten Gebrauch seines Vernichtungsrechts und weigert er sich, Verzicht zu leisten, so darf sich der Benutzer an den dienstleitenden Hauptingenieur des Bezirks richten, um dazu gemäß den Bestimmungen von Artikel 1 Punkt 2 des Erlasses vom 2. Oktober 1985, der den dienstleitenden Hauptingenieuren des Forst-, Jagd- und Fischereidienstes gewisse Befugnisse zuteilt, die der Exekutive durch das Jagdgesetz vom 28. Februar 1882 und durch die in Durchführung dieses Gesetzes herausgegebenen Erlasse erteilt worden sind, befugt zu werden.

Art. 4. Der Berechtigte kann auf seine eigene Verantwortung eine einzige Person für je fünf Hektar oder pro Stück von fünf Hektar mit dieser Vernichtung beauftragen.

Diese Bevollmächtigung hat schriftlich zu erfolgen und eine Abschrift dieser Urkunde muß sofort an den Kommandanten der örtlichen Gendarmeriebrigade und an den Wasser- und Forstwirtschaftsingenieur des Bezirks gesandt werden.

Die beauftragte Person muß am Tag, an dem die schriftliche Vollmachtsurkunde ausgefertigt wird, das 21. Lebensjahr vollendet haben.

Ferner darf gegen diese Person keine Verurteilung wegen Felddiebstahls, Jagdvérgehens, Anschlags auf eine Person oder wegen Sachbeschädigung vorliegen. Sie muß jederzeit imstande sein, die wirksame Vernichtung der Ringeltaube vorzunehmen.

Art. 5. Für diese Vernichtung dürfen nur Gewehre mit Schrotlauf und Schrotpatronen benutzt werden, wobei jede halbautomatische bzw. automatische Waffe, deren Magazin mehr als zwei Patronen enthalten kann, ausgeschlossen ist.

Der Jagdwaffenschein ist nicht erforderlich, außer im Falle einer vom Jagdberechtigten beauftragten Person. Die Betreffende muß jedoch im Besitze der Versicherungsbescheinigung sein, die in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 1963 zur Einführung der Haftpflichtversicherung als Bedingung für den Erhalt eines Jagdwaffenscheins oder einer Jagdlizenz vorgesehen ist.

Jede Person, die die Vernichtung vornimmt, muß im Besitze dieser Bescheinigung sein und sie auf jedes Verlangen der in Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen erwähnten Bediensteten vorzeigen.

Art. 6. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 der Vereinbarung von Paris vom 18. Oktober 1950 über den Vogelschutz dürfen die im Rahmen der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erschossenen Ringeltauben weder gekauft noch verkauft werden und auch nicht außerhalb der Region, wo sie erschossen worden sind, transportiert werden.

Art. 7. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Januar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 465

[S-C — 27028]

28 JANUARI 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
waarbij de bestrijding van de houtduif wordt toegestaan in zekere teelten van het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikelen 6ter en 7ter;

Gelet op het internationaal Verdrag tot bescherming van vogels, ondertekend te Parijs op 18 oktober 1950, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de richtlijn 79/409/EEG van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 betreffende de bescherming van wilde vogels, inzonderheid op artikel 9, 1, a;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1963 tot instelling van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor het bekomen van een jachtverlof of van een jachtvergunning, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 oktober 1985 tot toekenning aan de eersteaanwezende ingenieurs-hoofden van dienst van de Dienst Bossen, Jacht en Visserij van bepaalde machten die aan de Executieve zijn opgedragen door de wet van 28 februari 1882 op de jacht en de uitvoeringsbesluiten van die wet, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het van belang is belangrijke schade aan sommige teelten aangericht door de houtduiven zo vlug mogelijk te voorkomen of te beperken;

Op voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— grondgebruiker : de landbouwer of de exploitant en, in geval van een vennootschap, de organen ervan;
— rechthebbende : de persoon (of personen) die het recht heeft (hebben) om over te gaan tot de bestrijding. Bij voorrang gaat het om de jachtrechthebbende en dan de grondgebruiker. De voorrang wordt afgestaan door een gewoon geschreven en getekend document dat ten minste vermeldt : namen, voornamen en volledige adressen van de belanghebbenden, alsmede de nauwkeurige plaatsaanduiding van de betrokkene gronden. De persoon ten voordele van wie afstand gedaan wordt, moet drager zijn van dit document tijdens het schieten en moet het vertonen op elk verzoek van de in artikel 24 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht aangeduide agenten.

Art. 2. In de provincies Henegouwen en Namen, evenals in de bestuurlijke arrondissementen Nijvel, Hoei, Luik en Borgworm, wordt de vergunning verleend aan de rechthebbende om houtduiven met vuurwapens te doden, respectievelijk tot en met 30 juni 1993 in de vlasseelt en tot en met 31 augustus 1993 in de bonen-, erwten- en cichoreiteelt (*Cichorium intybus L.*).

Op gans het grondgebied van het Waalse Gewest is dezelfde vergunning toegestaan van 15 augustus 1993 tot 30 april 1994 voor de koolzaadteelt en van 1 april 1993 tot 15 november 1993 voor de zonnebloemteelt.

Art. 3. Wanneer de jachtrechthebbende een onvoldoend gebruik maakt van zijn bestrijdingsrecht en weigert afstand te doen, zal de grondgebruiker zich tot de eersteaanwezende ingenieur-hoofd van dienst van het gebied kunnen richten om er een vergunning voor te krijgen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, 2^o, van het besluit van 2 oktober 1985 tot toekenning aan de eersteaanwezende ingenieurs-hoofden van dienst van de Dienst Bossen, Jacht en Visserij van bepaalde machten die aan de Executieve zijn opgedragen door de wet van 28 februari 1882 op de jacht en de uitvoeringsbesluiten van die wet.

Art. 4. De grondgebruiker kan, onder eigen verantwoordelijkheid, één enkel persoon per vijf hectaren of een gedeelte van vijf hectaren met de bestrijding belasten.

Deze machtiging moet schriftelijk gebeuren en een afschrift moet onmiddellijk aan de commandant van de plaatselijke rijkswachbrigade en aan de ingenieur van Waters en Bossen van het gebied toegestuurd worden.

De gemachtigde persoon moet volle eenentwintig jaar oud zijn op de datum van het opstellen van de schriftelijke opdracht en mag geen veroordeling opgelopen hebben voor diefstal van veldvruchten, jachtmisdrijf, aanslag op personen of eigendommen. Hij moet in staat zijn de bestrijding van de houtduif op elk moment doeltreffend door te voeren.

Art. 5. Voor deze bestrijding mogen alleen geweren met een gladde loop en hagelpatronen gebruikt worden, met uitzondering van elk half-automatisch wapen waarvan de patroonhouder meer dan twee patronen kan bevatten.

Het jachtwapenverlof is niet vereist, behalve in het geval van een door de jachtrechthebbende afgevaardigde persoon. Echter is het verplicht in het bezit te zijn van het verzekeringsgetuigschrift bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 juli 1963 tot instelling van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor het bekomen van een jachtverlof of van een jachtvergunning.

Iedere persoon die de bestrijding uitvoert, moet drager zijn van dit getuigschrift en moet het vertonen op verzoek van de in artikel 24 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht aangeduide agenten.

Art. 6. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van het Verdrag van Parijs van 18 oktober 1950 tot bescherming van vogels, mogen de overeenkomstig de bepalingen van dit besluit geschoten houtduiven noch gekocht, noch verkocht, noch vervoerd worden buiten de streek waar zij geschoten werden.

Art. 7. Dit besluit treedt in kracht op de dag die op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* volgt.

Art. 8. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 januari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN